

PREMIÈRE PARTIE

---

SÉANCES PUBLIQUES

---

---

PART I.

---

PUBLIC SITTINGS.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

PREMIÈRE  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le jeudi 23 octobre 1930, à 11 h. 15,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
M. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Juge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour.*

} *Juges,*  
} *Juges suppléants,*

Le PRÉSIDENT déclare l'audience ouverte et prie le Greffier-adjoint de donner lecture du rôle de la session.

Le GREFFIER-ADJOINT indique que le rôle porte examen par la Cour de l'affaire, entre la France et la Suisse, des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.

Le PRÉSIDENT rappelle que la Cour, par l'ordonnance qu'elle avait rendue le 19 août 1929 dans la même affaire, avait imparti au Gouvernement de la République française et au Gouvernement de la Confédération suisse un délai, expirant le 1<sup>er</sup> mai 1930, pour régler entre eux, dans les conditions qu'ils

<sup>1</sup> Troisième séance de la Cour.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

---

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

---

FIRST  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Thursday, October 23rd, 1930, at 11.15 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.<sup>1</sup>*

---

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*

LODER,

NYHOLM,

ALTAMIRA,

ODA,

HÜBER,

Sir CECIL HURST,

Mr. KELLOGG,

MM. YOVANOVITCH,

BEICHMANN,

NEGULESCO,

M. DREYFUS, *Judge ad hoc,*

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court.*

} *Judges,*

} *Deputy-Judges,*

The PRESIDENT declared the Court open and asked the Deputy-Registrar to read the list for the session.

The DEPUTY-REGISTRAR said that the list for the session comprised the case between France and Switzerland concerning the free zones of Upper Savoy and the District of Gex.

The PRESIDENT recalled that the Court, by the Order made on August 19th, 1929, in this case, had granted to the Government of the French Republic and to the Government of the Swiss Republic a period expiring on May 1st, 1930, to settle between themselves under such conditions as they

---

<sup>1</sup> Third meeting of the Court.

jugeraient opportunes, le « nouveau régime des territoires visés à l'article 435, alinéa 2, du Traité de Versailles ».

La Cour ayant été avisée par lettre du Conseil fédéral, en date du 20 mars 1930, qu'il ne paraissait pas possible d'arriver à un règlement de l'affaire dans le délai ainsi imparti, et le Gouvernement français, de son côté, ayant, le 29 avril 1930, fait savoir que l'accord n'avait pu être conclu entre les deux Gouvernements, la procédure prévue à l'article 2 du compromis du 30 octobre 1924 a dû suivre son cours.

Les pièces de la procédure écrite ont été échangées dans les délais fixés par l'ordonnance du Président du 3 mai 1930.

Dans ces conditions, la procédure écrite ayant été terminée le 30 septembre dernier, l'affaire s'est, à partir de cette date, trouvée en état. Étant donné l'intérêt, reconnu par les États en cause, qu'il y a à avancer autant qu'il est compatible avec une bonne administration de la justice le règlement de l'affaire soumise à la Cour, le Président a convoqué, à cet effet, la présente session extraordinaire.

Pour répondre aux prescriptions de l'article 13, alinéa 3, du Statut, la Cour aurait dû, pour la présente session, conserver une composition identique à celle qu'elle avait en 1929, lorsqu'elle s'est occupée de l'affaire dans sa première phase. Les circonstances, toutefois, n'ont pas permis d'atteindre ce résultat. Trois des membres de la Cour qui avaient siégé dans la première phase de l'affaire s'étant, en effet, trouvés dans l'impossibilité de prendre part actuellement aux travaux de la Cour, le nombre des juges qui avaient participé à la session de 1929, déjà réduit par la démission de M. Hughes, est tombé au-dessous du quorum requis par l'article 25 du Statut pour la validité des délibérations de la Cour. Le Président a donc dû, aux fins de la présente espèce, reconstituer la Cour d'après les principes de l'article 25 du Statut, c'est-à-dire convoquer tous les juges titulaires disponibles et, dans l'ordre du tableau, les juges suppléants dont la présence était nécessaire pour parfaire le nombre de onze prévu dans le Statut.

might consider expedient, the "new régime to be applied in the districts contemplated by Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles".

The Federal Council, in a letter dated March 20th, 1930, had informed the Court that it did not seem possible to arrive at a settlement of the case within the time thus granted, whilst the French Government, for its part, had stated on April 29th, 1930, that it had proved impossible for the two Governments to conclude an agreement; accordingly, the procedure provided for by Article 2 of the Special Agreement of October 30th, 1924, had had to be set in motion.

The documents of the written proceedings had been exchanged within the times laid down by the Order of the President of May 3rd, 1930.

In these circumstances, the written proceedings having been completed on September 30th last, the case had been ready for hearing since that date. In view of the desirability, which was recognized by both the States concerned, of expediting the settlement of the case before the Court as far as might be compatible with the proper administration of justice, the President had convoked the present extraordinary session in order to deal with it.

To comply with the provisions of Article 13, paragraph 3, of the Statute, the composition of the Court should, for the present session, have been the same as in 1929, when the first stage of the case had been taken. Circumstances had however rendered this impossible. Three members of the Court who had sat in the first stage of the case being unable at the present time to attend, the number of judges who had taken part in the session in 1929, already reduced by the resignation of Mr. Hughes, had fallen below the quorum required by Article 25 of the Statute in order to constitute the Court. Accordingly, the President had been obliged, for the purposes of the present case, to reconstitute the Court in accordance with the principles of Article 25 of the Statute, that was to say, to summon all the regular judges available and the number of deputy-judges whose presence was necessary to make up the number of eleven laid down by the Statute, the latter having been summoned in the order in which they appeared in the list of deputy-judges.

Le Président demande aux agents des Parties s'ils ont des observations ou déclarations à présenter.

M. BASDEVANT, agent du Gouvernement français, fait la déclaration suivante :

« Au nom du Gouvernement français, je déclare que ce Gouvernement accepte la continuation de la procédure en considération du fait que, selon lui, la solution de la question qui doit actuellement être débattue ne dépend pas de la solution à donner à la question qui a été débattue dans la première phase de la procédure. »

M. LOGOZ, agent du Gouvernement suisse, fait la déclaration suivante :

« Le Gouvernement suisse accepte que la procédure continue purement et simplement comme si la composition de la Cour n'avait pas changé depuis l'été de 1929.

« Le Gouvernement suisse maintient en outre la manière de voir exposée dans ses Observations et dans sa Réponse, notamment quant au rapport de dépendance qui existe entre la première phase judiciaire de l'affaire et la phase actuelle. Il estime, par ailleurs, que la question débattue dans la première phase de la procédure est résolue. »

Le PRÉSIDENT, ayant donné acte aux agents de leurs déclarations, désire souhaiter la bienvenue à l'honorable Frank B. Kellogg et le saluer d'un hommage tout spécial. La glorieuse renommée qui s'attache à son nom et à l'œuvre poursuivie par lui dans l'intérêt de la paix rendent, semble-t-il, toute autre parole superflue, mais il tient à le remercier de la manière si spontanée dont il s'est mis à la disposition de la Cour pour la présente session, et qui montre quelle haute conception il a de sa mission et de son devoir de juge.

Aux termes de l'article 20 du Statut de la Cour, l'honorable Frank B. Kellogg devant, avant d'entrer en fonctions, faire la déclaration solennelle prévue dans cet article, le Président le prie de bien vouloir faire devant la Cour cette déclaration.

M. KELLOGG ayant fait sa déclaration solennelle, le PRÉSIDENT, au nom de la Cour, en prend acte et constate que

The President asked the Agents of the Parties whether they had any observations or statements to make.

M. BASDEVANT, Agent of the French Government, made the following declaration:

[*Translation.*]

"On behalf of the French Government, I declare that my Government agrees to the continuation of the proceedings, having regard to the fact that, in its opinion, the solution of the question which is now to be argued, is not dependent on the solution given in regard to the question argued in the first phase of the case."

M. LOGOZ, Agent for the Swiss Government, made the following declaration:

[*Translation.*]

"The Swiss Government agrees that the proceedings should continue exactly as though the composition of the Court had not been changed since the summer of 1929.

"The Swiss Government, for the rest, maintains the view set forth in its Observations and Reply, more especially with regard to the interdependence existing between the first judicial phase of the case and the present phase. It also holds that the question argued during the first phase of the proceedings has been decided."

The PRESIDENT, having placed on record the declarations made by the Agents, desired at this point to welcome and to pay a special tribute to the Honourable Frank B. Kellogg. The great renown attaching to his name and to his achievements in the cause of peace seemed to render any further words superfluous, but he wished to thank him for the readiness with which he had placed himself at the Court's disposal for that session, and which indicated what a high conception he had of his mission and duties as a judge.

Under Article 20 of the Statute of the Court, the Honourable Frank B. Kellogg must, before taking up his duties, make the solemn declaration provided for by that article. The President accordingly asked him to make this declaration before the Court.

Mr. KELLOGG having made the solemn declaration, the PRESIDENT, in the name of the Court, placed this solemn

l'honorable Frank B. Kellogg est installé dans ses fonctions de juge.

Le Gouvernement français, dans la présente affaire, avait désigné comme juge *ad hoc* M. Eugène Dreyfus, premier président de la Cour d'appel de Paris. Le juge titulaire de nationalité française, M. Henri Fromageot, élu après la première phase de l'affaire, ayant reconnu que, conformément à l'article 24 du Statut, sa participation aux préliminaires de l'affaire des zones en qualité de plénipotentiaire du Président de la République française ne lui permettait pas de s'associer aux présentes délibérations, c'est M. Dreyfus qui continue à siéger. M. Eugène Dreyfus, que le Président est heureux de saluer de nouveau, ayant déjà fait la déclaration solennelle prévue par l'article 20 du Statut, n'est point tenu de la répéter.

Le Président constate enfin la présence devant la Cour des agents et conseils désignés par les États en cause: M. Basdevant et M<sup>e</sup> Paul-Boncour pour la France, et S. Exc. M. de Pury et M. Logoz pour la Suisse.

Aucun arrangement spécial entre les agents n'ayant été porté à sa connaissance quant à l'ordre dans lequel ils présenteront leurs plaidoiries, le Président donne en premier lieu la parole aux représentants du Gouvernement français.

M<sup>e</sup> PAUL-BONCOUR procède à l'exposé reproduit en annexe<sup>1</sup>.

L'audience, interrompue à 13 heures, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole à M<sup>e</sup> Paul-Boncour.

M<sup>e</sup> PAUL-BONCOUR reprend son exposé<sup>2</sup>, dont la suite, interrompue par la clôture de l'audience, est renvoyée au vendredi 24 octobre à 10 h. 30.

L'audience est levée à 17 h. 45.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, n<sup>o</sup> 1, p. 29.

<sup>2</sup> » » » » » » » » 42.



declaration on record and declared the Honourable Frank B. Kellogg duly installed in his duties as a judge.

He next stated that the French Government, in the present case, had appointed as judge *ad hoc* M. Eugène Dreyfus, First President of the Court of Appeal of Paris. The ordinary judge of French nationality, M. Henri Fromageot, elected after the first phase of the case, having recognized that, under the terms of Article 24 of the Statute, his participation in the preliminary stages of the zones' question in the capacity of plenipotentiary of the President of the French Republic did not permit him to take part in the present deliberations, M. Dreyfus would continue to sit. M. Eugène Dreyfus, whom the President was very glad to welcome once more, had already made the solemn declaration provided for by Article 20 of the Statute, and there was no need for him to repeat it.

Lastly, the President noted the presence in Court of the Agents and Counsel appointed by the two States concerned in this case, namely: M. Basdevant and M<sup>o</sup> Paul-Boncour representing France, and H.E. M. de Pury and M. Logoz representing Switzerland.

No special arrangement between the Agents having been brought to his knowledge with regard to the order in which they were to speak, the President first of all called upon the representatives of the French Government to address the Court.

M<sup>o</sup> PAUL-BONCOUR began the speech reproduced in the annex<sup>1</sup>.

The Court adjourned from 1 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on M<sup>o</sup> Paul-Boncour.

M<sup>o</sup> PAUL-BONCOUR continued his speech<sup>2</sup>, the remainder of which, as he had not concluded when the Court rose, was postponed until Friday, October 24th, at 10.30 a.m.

The Court rose at 5.45 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> See Part II, No. 1, p. 29.

<sup>2</sup> " " " " " " " 42.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

TROISIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le samedi 25 octobre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
M. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Juge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour*.

} *Juges,*  
} *Juges suppléants,*

Le PRÉSIDENT donne la parole au représentant du Gouvernement français.

M<sup>e</sup> PAUL-BONCOUR poursuit et termine son exposé (voir annexe<sup>2</sup>).

Le PRÉSIDENT demande à M. le professeur Basdevant s'il a l'intention de prendre la parole.

M. BASDEVANT ayant répondu négativement, le PRÉSIDENT demande à l'agent du Gouvernement suisse s'il est prêt à faire son exposé.

M. LOGOZ ayant demandé à pouvoir procéder à cet exposé le lundi 27 octobre, le PRÉSIDENT fixe à cette date (à 10 h. 30) la prochaine audience de la Cour.

L'audience est levée à 13 h. 20.

Le Président de la Cour :  
(*Signé*) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :  
(*Signé*) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Cinquième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n<sup>o</sup> 1, p. 102.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

THIRD  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Saturday, October 25th, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA, } *Judges*,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST, }  
Mr. KELLOGG, }  
MM. YOVANOVITCH, } *Deputy-Judges*,  
BEICHMANN, }  
NEGULESCO, }  
M. DREYFUS, *Judge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court*.

The PRESIDENT called on the representative of the French Government.

M<sup>e</sup> PAUL-BONCOUR continued and concluded his speech (see annex <sup>2</sup>).

The PRESIDENT asked Professor Basdevant if he intended to speak.

M. BASDEVANT having replied in the negative, the PRESIDENT asked the Swiss Agent if he was ready to begin his speech.

M. LOGOZ having asked to be allowed to begin his speech on Monday, October 27th, the PRESIDENT fixed the next hearing (for 10.30 a.m.) on that date.

The Court rose at 1.20 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> Fifth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 1, p. 102.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

QUATRIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le lundi 27 octobre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
M. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Juge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour*.

} *Juges,*  
} *Juges suppléants,*

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ procède à l'exposé reproduit en annexe<sup>2</sup>.

L'audience, interrompue à 12 h. 30, est reprise à 15 heures.

Le PRÉSIDENT donne la parole au représentant du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ continue son exposé<sup>3</sup>, dont la suite, interrompue par la clôture de l'audience, est renvoyée au mardi 28 octobre à 10 h. 30.

L'audience est levée à 18 h. 30.

Le Président de la Cour :  
(*Signé*) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :  
(*Signé*) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Sixième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n° 2, p. 129.

<sup>3</sup> » » » » » » 149.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

FOURTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Monday, October 27th, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
Mr. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Judge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court.*

*Judges,*

*Deputy-Judges,*

The PRESIDENT called on the Agent for the Swiss Government.

M. LOGOZ began the speech reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The Court adjourned from 12.30 to 3 p.m.

The PRESIDENT called on the representative of the Swiss Government.

M. LOGOZ continued his speech<sup>3</sup>, the remainder of which, as he had not concluded when the Court rose, was postponed until the next sitting on Tuesday, October 28th, at 10.30 a.m.

The Court rose at 6.30 p.m.

*(Signed)* D. ANZILOTTI,  
President.

*(Signed)* J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> Sixth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 2, p. 129.

<sup>3</sup> " " " " " " 149.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

CINQUIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mardi 28 octobre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.<sup>1</sup>*

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président,*

LODER,

NYHOLM,

ALTAMIRA,

ODA,

HUBER,

Sir CECIL HURST,

M. KELLOGG,

MM. YOVANOVITCH,

BEICHMANN,

NEGULESCO,

M. DREYFUS, *Juge ad hoc,*

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour.*

} *Juges,*

} *Juges suppléants,*

Le PRÉSIDENT donne la parole au représentant du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ reprend son exposé (voir annexe<sup>2</sup>).

L'audience, interrompue à 12 h. 35, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole au représentant du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ continue son exposé<sup>3</sup>, dont la suite, interrompue par la clôture de l'audience, est renvoyée au mercredi 29 octobre à 10 h. 30.

L'audience est levée à 17 h. 45.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Septième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n° 2, p. 188.

<sup>3</sup> » » » » » » 212.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

FIFTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Tuesday, October 28th, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.<sup>1</sup>*

Before :

MM. ANZILOTTI, *President*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA, } *Judges*,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
Mr. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN, } *Deputy-Judges*,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Judge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court*.

The PRESIDENT called on the representative of the Swiss Government.

M. LOGOZ continued his speech (see annex<sup>2</sup>).

The Court adjourned from 12.35 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on the representative of the Swiss Government.

M. LOGOZ continued his speech<sup>3</sup>, the remainder of which, as he had not concluded when the Court rose, was postponed until Wednesday, October 29th, at 10.30 a.m.

The Court rose at 5.45 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> Seventh meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 2, p. 188.

<sup>3</sup> " " " " " " 212.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

SIXIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mercredi 29 octobre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

Présents :

MM. ANZILOTTI, <i>Président</i> ,	}	<i>Juges</i> ,
LODER,		
NYHOLM,		
ALTAMIRA,		
ODA,		
HUBER,		
Sir CECIL HURST,	}	<i>Juges suppléants</i> ,
M. KELLOGG,		
MM. YOVANOVITCH,		
BEICHMANN,	}	
NEGULESCO,		
M. DREYFUS, <i>Juge ad hoc</i> ,		
M. LÓPEZ OLIVÁN, <i>Greffier-adjoint de la Cour</i> .		

Le PRÉSIDENT donne la parole au représentant du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ poursuit l'exposé reproduit en annexe<sup>2</sup>.

L'audience, interrompue à 12 h. 45, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole au représentant du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ poursuit et termine son exposé<sup>3</sup>.

Le PRÉSIDENT, après s'être enquis de l'intention et des désirs de l'agent du Gouvernement français au sujet de sa réplique, fixe la prochaine audience au vendredi 31 octobre, à 10 h. 30.

L'audience est levée à 17 h. 45.

Le Président de la Cour :  
(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :  
(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Huitième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n° 2, p. 238.

<sup>3</sup> » » » , » » , » 263.



NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

SIXTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Wednesday, October 29th, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

Before :

MM. ANZILOTTI, <i>President</i> ,	
LODER,	}
NYHOLM,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
HUBER,	
Sir CECIL HURST,	} <i>Judges</i> ,
Mr. KELLOGG,	
MM. YOVANOVITCH,	}
BEICHMANN,	
NEGULESCO,	
M. DREYFUS, <i>Judge ad hoc</i> ,	} <i>Deputy-Judges</i> ,
M. LÓPEZ OLIVÁN, <i>Deputy-Registrar of the Court</i> .	

The PRESIDENT called on the representative of the Swiss Government.

M. LOGOZ continued the speech reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The Court adjourned from 12.45 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on the representative of the Swiss Government.

M. LOGOZ continued and concluded his speech<sup>3</sup>.

The PRESIDENT, after ascertaining the intention and wishes of the Agent for the French Government with regard to replying, fixed the next hearing for Friday, October 31st, at 10.30 a.m.

The Court rose at 5.45 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> Eighth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 2, p. 238.

<sup>3</sup> " " " " " " 263.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

SEPTIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le vendredi 31 octobre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président,*

LODER,

NYHOLM,

ALTAMIRA,

ODA,

HUBER,

Sir CECIL HURST,

M. KELLOGG,

MM. YOVANOVITCH,

BEICHMANN,

NEGULESCO,

M. DREYFUS, *Juge ad hoc,*

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour.*

} *Juges,*

} *Juges suppléants,*

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement français.

M. le professeur BASDEVANT procède à la réplique reproduite en annexe<sup>2</sup>.

L'audience, interrompue à 12 h. 45, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement français.

M. le professeur BASDEVANT poursuit et termine sa réplique<sup>3</sup>. Il annonce que cette réplique sera suivie d'un exposé de M<sup>o</sup> Paul-Boncour.

Le PRÉSIDENT fixe au samedi 1<sup>er</sup> novembre, à 10 h. 30, l'audience consacrée à la réplique de M<sup>o</sup> Paul-Boncour.

L'audience est levée à 18 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Neuvième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n<sup>o</sup> 3, p. 289.

<sup>3</sup> » » » » » » » 307.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

SEVENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Friday, October 31st, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA, } *Judges,*  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
Mr. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH, } *Deputy-Judges,*  
BEICHMANN,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Judge ad hoc,*  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court.*

The PRESIDENT called on the Agent for the French Government.

Professor BASDEVANT began the reply reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The Court adjourned from 12.45 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on the Agent for the French Government.

Professor BASDEVANT continued and concluded his reply<sup>3</sup>. He stated that he would be followed by M<sup>o</sup> Paul-Boncour, who would also make a statement.

The PRESIDENT said that the Court would hear M<sup>o</sup> Paul-Boncour's observations on Saturday, November 1st, at 10.30 a.m.

The Court rose at 6 p.m.

*(Signed)* D. ANZILOTTI,  
President.

*(Signed)* J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> Ninth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 3, p. 289.

<sup>3</sup> " " " " " " 307.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

HUITIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le samedi 1<sup>er</sup> novembre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, <i>Président,</i>		
LODER,	}	<i>Juges,</i>
ALTAMIRA,		
ODA,		
HUBER,		
Sir CECIL HURST,	}	<i>Juges suppléants,</i>
M. KELLOGG,		
MM. YOVANOVITCH,		
BEICHMANN,	}	
NEGULESCO,		
M. DREYFUS, <i>Juge ad hoc,</i>		
M. LÓPEZ OLIVÁN, <i>Greffier-adjoint de la Cour.</i>		

Le PRÉSIDENT donne la parole à M<sup>e</sup> Paul-Boncour.

M<sup>e</sup> PAUL-BONCOUR prononce la réplique reproduite en annexe <sup>2</sup>.

Le PRÉSIDENT demande à l'agent du Gouvernement suisse s'il désire présenter une duplique.

M. LOGOZ ayant répondu affirmativement, le PRÉSIDENT déclare que la prochaine audience consacrée par la Cour à entendre la duplique de M. Logoz sera tenue le lundi 3 novembre, à 10 h. 30.

L'audience est levée à 13 h. 10.

Le Président de la Cour :  
(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :  
(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Onzième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n<sup>o</sup> 4, p. 331.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

EIGHTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Saturday, November 1st, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*

LODER,

ALTAMIRA,

ODA,

HUBER,

Sir CECIL HURST,

Mr. KELLOGG,

MM. YOVANOVITCH,

BEICHMANN,

NEGULESCO,

M. DREYFUS, *Judge ad hoc,*

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court.*

*Judges,*

*Deputy-Judges,*

The PRESIDENT called on M<sup>e</sup> Paul-Boncour for his reply.

M<sup>e</sup> PAUL-BONCOUR made the reply reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The PRESIDENT asked the Agent for the Swiss Government if he wished to present a rejoinder.

M. LOGOZ answered in the affirmative.

The PRESIDENT stated that the Court would hear M. Logoz on Monday, November 3rd, at 10.30 a.m.

The Court rose at 1.10 p.m.

*(Signed)* D. ANZILOTTI,  
President.

*(Signed)* J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> Eleventh meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 4, p. 33<sup>1</sup>.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

NEUVIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le lundi 3 novembre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président,*

LODER,

ODA,

HUBER,

Sir CECIL HURST,

M. KELLOGG,

MM. YOVANOVITCH,

BEICHMANN,

NEGULESCO,

M. DREYFUS, *Juge ad hoc,*

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour.*

} *Juges,*

} *Juges suppléants,*

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ prononce la duplique reproduite en annexe<sup>2</sup>.

L'audience, interrompue à 13 heures, est reprise à 15 h. 30.

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ continue sa duplique<sup>3</sup>, dont la suite, interrompue par la clôture de l'audience, est renvoyée au mardi 4 novembre à 10 h. 30.

L'audience est levée à 18 heures.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Treizième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n° 5, p. 353.

<sup>3</sup> » » » » » » » » 378.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

NINTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Monday, November 3rd, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.<sup>1</sup>*

Before :

MM. ANZILOTTI, <i>President</i> ,	}	<i>Judges</i> ,
LODER,		
ODA,		
HUBER,		
Sir CECIL HURST,	}	<i>Deputy-Judges</i> ,
Mr. KELLOGG,		
MM. YOVANOVITCH,		
BEICHMANN,	}	
NEGULESCO,		
M. DREYFUS, <i>Judge ad hoc</i> ,		
M. LÓPEZ OLIVÁN, <i>Deputy-Registrar of the Court</i> .		

The PRESIDENT called on the Agent for the Swiss Government.

M. LOGOZ began the rejoinder reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The Court adjourned from 1 to 3.30 p.m.

The PRESIDENT called on the Agent for the Swiss Government.

M. LOGOZ continued his rejoinder<sup>3</sup>, the remainder of which, as he had not concluded when the Court rose, was postponed until Tuesday, November 4th, at 10.30 a.m.

The Court rose at 6 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

<sup>1</sup> Thirteenth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 5, p. 353.

<sup>3</sup> " " " " " " 378.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

DIXIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le mardi 4 novembre 1930, à 10 h. 35,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
LODER,  
ODA,  
HUBER, } *Juges*,  
Sir CECIL HURST,  
M. KELLOGG, }  
MM. YOVANOVITCH, } *Juges suppléants*,  
BEICHMANN,  
NEGULESCO, }  
M. DREYFUS, *Juge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour*.

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ poursuit et achève sa duplique (annexe <sup>2</sup>).

L'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS ayant demandé la parole, il fait observer que M. Logoz, dans sa duplique, a soulevé des points nouveaux auxquels les représentants du Gouvernement français se trouvent dans l'impossibilité de répondre. Sans demander expressément à pouvoir présenter une contre-duplique, M. le professeur Basdevant déclare se tenir à la disposition de la Cour pour lui fournir éventuellement tous éclaircissements qu'elle jugerait nécessaires au sujet des questions nouvelles soulevées dans sa duplique par l'agent du Gouvernement suisse.

Le PRÉSIDENT demande à l'agent du Gouvernement suisse s'il a quelque chose à ajouter.

<sup>1</sup> Quinzième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir deuxième Partie, n° 5, p. 406.



NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

TENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Tuesday, November 4th, 1930, at 10.35 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*  
LODER,  
ODA,  
HUBER, } *Judges,*  
Sir CECIL HURST,  
Mr. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN, } *Deputy-Judges,*  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Judge ad hoc,*  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court.*

The PRESIDENT called on the Agent for the Swiss Government.

M. LOGOZ continued and concluded his rejoinder (annex<sup>2</sup>).

The AGENT FOR THE FRENCH GOVERNMENT, having asked permission to speak, observed that M. Logoz in his rejoinder had raised new points to which the representatives of the French Government were unable to reply. Without expressly asking permission to submit a surrejoinder, Professor Basdevant said that he was at the Court's disposal to furnish any explanations which the Court might consider necessary in regard to the new points raised by the Swiss Agent in his rejoinder.

The PRESIDENT asked the Swiss Agent if he had anything to add.

<sup>1</sup> Fifteenth meeting of the Court.

<sup>2</sup> See Part II, No. 5, p. 406.

M. LOGOZ répond négativement.

Le PRÉSIDENT constate que, dans ces conditions, les audiences sont closes, sous réserve de la faculté pour la Cour de demander aux agents des Parties tous éclaircissements complémentaires qu'elle jugerait éventuellement nécessaires.

L'audience est levée à 12 h. 30.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

---

M. LOGOZ replied in the negative.

The PRESIDENT, in these circumstances, announced that the hearing was at an end, but reserved the Court's right to ask the Parties' Agents for any further information which it might find necessary.

The Court rose at 12.30 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

ONZIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le lundi 24 novembre 1930, à 10 h. 30,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
M. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Juge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour*.

} *Juges,*  
} *Juges suppléants,*

Le PRÉSIDENT ouvre la séance et prie le Greffier-adjoint de mentionner la question à l'ordre du jour.

Le GREFFIER-ADJOINT indique que la Cour se réunit pour entendre les agents des Gouvernements français et suisse dans l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex sur un point d'interprétation du compromis du 30 octobre 1924.

Le PRÉSIDENT donne lecture de la communication qui a été adressée aux agents des deux Gouvernements, et qui est ainsi conçue :

« La Haye, 20 novembre 1930.

Dans l'accomplissement de la tâche qui lui incombe de régler l'ensemble des questions qu'implique l'exécution de l'article 435,

<sup>1</sup> Vingt-sixième séance de la Cour.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

ELEVENTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Monday, November 24th, 1930, at 10.30 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, *President,*

LODER,

NYHOLM,

ALTAMIRA,

ODA,

HUBER,

Sir CECIL HURST,

Mr. KELLOGG,

MM. YOVANOVITCH,

BEICHMANN,

NEGULESCO,

M. DREYFUS, *Judge ad hoc,*

M. LÓPEZ OLIVÁN, *Deputy-Registrar of the Court.*

} *Judges,*

} *Deputy-Judges,*

The PRESIDENT opened the sitting and asked the Deputy-Registrar to indicate the business before the Court.

The DEPUTY-REGISTRAR stated that the Court had met to hear the Agents of the French and Swiss Governments in the case of the free zones of Upper Savoy and the District of Gex upon a point relating to the interpretation of the Special Agreement of October 30th, 1924.

The PRESIDENT read the communication sent to the Agents of the two Governments, which was as follows :

“The Hague, November 20th, 1930.

In fulfilment of the mission devolving upon it, namely the settlement of all the questions involved by the execution of

<sup>1</sup> Twenty-sixth meeting of the Court.

alinéa 2, du Traité de Versailles, la Cour a eu à s'occuper de l'interprétation de l'article 2, alinéa 2, du compromis. Elle a constaté qu'aucune des deux Parties n'a traité cette question soit au cours de la procédure écrite, soit au cours de la procédure orale. L'interprétation de la stipulation dont il s'agit et la compatibilité de celle-ci avec les dispositions du Statut ainsi qu'avec le fonctionnement d'une Cour de justice semblent toutefois présenter une importance considérable au point de vue de la tâche que le compromis attribue à la Cour, les importations en franchise ou à droits réduits étant une partie essentielle des projets présentés par l'un et l'autre Gouvernement. Il s'agit entre autres objets de savoir si la Cour pourrait ou devrait obtenir l'assentiment des deux Parties avant de rendre l'arrêt prévu à l'alinéa premier de l'article 2 du compromis, et si, en cas de réponse négative à cette question, la Cour pourrait admettre que l'une ou l'autre des Parties pût rendre inopérant un arrêt déjà prononcé. Avant de statuer, la Cour désire connaître le point de vue des deux Gouvernements, aussi bien sur l'interprétation à donner de l'alinéa 2 de l'article 2 du compromis, que sur les conséquences qui en découleraient pour la suite de la procédure. La Cour serait également intéressée à connaître l'opinion des agents sur le point de savoir si, et le cas échéant dans quelles conditions, l'assentiment dont il s'agit dans l'alinéa 2 de l'article 2 précité serait définitif comme ayant été formulé dans les projets soumis par le Gouvernement français et le Gouvernement suisse. »

Il rappelle que la Cour a décidé en conséquence de prier les agents d'exposer le point de vue de leurs Gouvernements sur les questions qui viennent d'être mentionnées.

Constatant la présence des agents devant la Cour, il donne la parole à l'agent du Gouvernement français.

M. le professeur BASDEVANT présente les observations reproduites en annexe<sup>1</sup>.

L'AGENT DU GOUVERNEMENT SUISSE, constatant que l'agent du Gouvernement français a déposé certains documents nouveaux, demande à être autorisé par la Cour à ne procéder à son exposé qu'au début de l'audience de l'après-midi.

Le PRÉSIDENT, ayant fait droit à cette demande, donne la parole à l'AGENT DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS, qui fournit

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, n° 7, p. 429.

Article 435, paragraph 2, of the Treaty of Versailles, the Court has had occasion to consider the interpretation of Article 2, paragraph 2, of the Special Agreement. It notes that neither Party has dealt with this question either in the written or oral proceedings. The interpretation of this clause and its compatibility with the provisions of the Statute and with the work of a Court of Justice would seem however to be of considerable importance from the point of view of the mission entrusted to the Court under the Special Agreement, since importations free of duty or at reduced rates constitute an essential feature of the proposals submitted by both Governments. Amongst others there is the question whether the Court could or should obtain the consent of the two Parties before rendering the judgment provided for in the first paragraph of Article 2 of the Special Agreement, and whether, in the event of a negative answer to this question, the Court could admit the possibility of either of the Parties being able to render inoperative a judgment already rendered. Before coming to a decision, the Court wishes to have the views of the two Governments as regards both the interpretation to be placed on paragraph 2 of Article 2 of the Special Agreement and the consequences following therefrom with regard to the future proceedings. The Court would also be interested to know the opinion of the Agents on the question whether, and if so under what conditions, the consent referred to in the above-mentioned paragraph 2 of Article 2 can be regarded as finally given, having been expressed in the proposals submitted by the French Government and the Swiss Government."

He said that the Court had accordingly decided to ask the Agents to indicate the views of their Governments on the questions mentioned.

He noted that the Agents were present in Court and called upon the Agent of the French Government to address the Court.

Professor BASDEVANT made the observations reproduced in the annex<sup>1</sup>.

The SWISS AGENT, observing that the French Agent had submitted certain new documents, asked the Court's permission to postpone his statement until the beginning of the afternoon sitting.

The PRESIDENT, after granting this request, called upon the FRENCH GOVERNMENT'S AGENT to explain what was to be

---

<sup>1</sup> See Part II, No. 7, p. 429.

des explications (annexe<sup>1</sup>) sur ce qu'il faut entendre par l'expression « taxes accessoires de douane ».

L'audience, interrompue à 11 h. 35, est reprise à 15 heures.

Le PRÉSIDENT donne la parole à l'agent du Gouvernement suisse.

M. LOGOZ présente les observations reproduites en annexe<sup>2</sup>.

Le PRÉSIDENT demande à l'agent du Gouvernement français s'il désire prendre la parole.

M. le professeur BASDEVANT présente les observations reproduites en annexe<sup>3</sup>.

Le PRÉSIDENT remercie les agents des Parties d'avoir répondu à la demande de la Cour, et, sous réserve des questions supplémentaires que la Cour pourrait éventuellement décider de leur poser, déclare l'audience close.

L'audience est levée à 16 h. 10.

Le Président de la Cour :

(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :

(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

---

<sup>1</sup> Voir deuxième Partie, n° 7, p. 437.

<sup>2</sup> » » » , » 8, » 439.

<sup>3</sup> » » » , » 9, » 448.



understood by the expression *taxes accessoires de douane* (incidental taxes other than duty collected by the customs) (see annex<sup>1</sup>).

The Court adjourned from 11.35 a.m. to 3 p.m.

The PRESIDENT called on the Agent of the Swiss Government.

M. LOGOZ made the observations reproduced in the annex<sup>2</sup>.

The PRESIDENT asked the Agent of the French Government if he desired to speak again.

Professor BASDEVANT made the observations reproduced in the annex<sup>3</sup>.

The PRESIDENT thanked the Agents for having complied with the Court's request, and, reserving the Court's right to put further questions should it see fit to do so, declared the hearing at an end.

The Court rose at 4.10 p.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

---

<sup>1</sup> See Part II, No. 7, p. 437.

<sup>2</sup> " " " " 8, " 439.

<sup>3</sup> " " " " 9, " 448.

DIX-NEUVIÈME SESSION (EXTRAORDINAIRE)

DOUZIÈME  
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,  
le samedi 6 décembre 1930, à 10 heures,  
sous la présidence de M. Anzilotti, Président.*<sup>1</sup>

*Présents :*

MM. ANZILOTTI, *Président*,  
LODER,  
NYHOLM,  
ALTAMIRA,  
ODA,  
HUBER,  
Sir CECIL HURST,  
M. KELLOGG,  
MM. YOVANOVITCH,  
BEICHMANN,  
NEGULESCO,  
M. DREYFUS, *Juge ad hoc*,  
M. LÓPEZ OLIVÁN, *Greffier-adjoint de la Cour*.

} *Juges*,  
} *Juges suppléants*,

Les expéditions officielles de l'ordonnance sont remises par le Greffier-adjoint entre les mains des agents des Parties présents devant la Cour.

Le PRÉSIDENT prie le Greffier-adjoint d'indiquer l'affaire à l'ordre du jour de la présente audience.

Le GREFFIER-ADJOINT annonce que la Cour s'est réunie pour le prononcé de l'ordonnance rendue par elle dans l'affaire des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex.

Le PRÉSIDENT donne lecture de cette ordonnance dans le texte français qui fait foi<sup>2</sup>.

Le GREFFIER-ADJOINT donne lecture, en anglais, du dispositif de l'ordonnance.

<sup>1</sup> Trente-troisième séance de la Cour.

<sup>2</sup> Voir *Publications de la Cour*, Série A, n° 24.

NINETEENTH (EXTRAORDINARY) SESSION

TWELFTH  
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,  
on Saturday, December 6th, 1930, at 10 a.m.,  
the President, M. Anzilotti, presiding.*<sup>1</sup>

*Before :*

MM. ANZILOTTI, <i>President,</i>	
LODER,	}
NYHOLM,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
HUBER,	
Sir CECIL HURST,	}
Mr. KELLOGG,	
MM. YOVANOVITCH,	}
BEICHMANN,	
NEGULESCO,	
M. DREYFUS, <i>Judge ad hoc,</i>	
M. LÓPEZ OLIVÁN, <i>Deputy-Registrar of the Court.</i>	

The official copies of the Order were handed by the Deputy-Registrar to the Agents of the Parties who were present in Court.

The PRESIDENT asked the Deputy-Registrar to state the business before the Court.

The DEPUTY-REGISTRAR said that the Court had met for the public reading of the Order made by it in the case of the free zones of Upper Savoy and the District of Gex.

The PRESIDENT read the Order in the authoritative French text<sup>2</sup>.

The DEPUTY-REGISTRAR read the operative part of the Order in English.

<sup>1</sup> Thirty-third meeting of the Court.

<sup>2</sup> See *Publications of the Court*, Series A., No. 24.

Le PRÉSIDENT, constatant qu'une opinion dissidente a été jointe à l'ordonnance, demande à M. Nyholm, le plus ancien des juges signataires de l'opinion dissidente, s'il désire en donner lecture.

M. NYHOLM prie sir Cecil Hurst de s'acquitter de ce soin.

Sir CECIL HURST donne lecture de ladite opinion dissidente<sup>1</sup>.

Le PRÉSIDENT demande à M. Kellogg s'il désire donner lecture des observations jointes par lui à l'ordonnance.

M. KELLOGG donne lecture de ses observations<sup>2</sup>.

Le PRÉSIDENT, constatant que l'ordre du jour est épuisé, prononce la clôture de l'audience et de la session.

La séance est levée à 11 h. 30.

Le Président de la Cour :  
(Signé) D. ANZILOTTI.

Le Greffier-adjoint :  
(Signé) J. LÓPEZ OLIVÁN.

<sup>1</sup> Voir *Publications de la Cour*, Série A, n° 24, p. 20.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, p. 29.

The PRESIDENT stated that a dissenting opinion had been appended to the Order and asked M. Nyholm, the senior judge who had signed this dissenting opinion, whether he desired to read it.

M. NYHOLM asked Sir Cecil Hurst to undertake this.

Sir CECIL HURST read the dissenting opinion<sup>1</sup>.

The PRESIDENT asked Mr. Kellogg whether he wished to read the observations appended by him to the Order.

Mr. KELLOGG read his observations<sup>2</sup>.

The PRESIDENT, observing that the business before the Court was concluded, adjourned the Court and declared the session closed.

The Court rose at 11.30 a.m.

(Signed) D. ANZILOTTI,  
President.

(Signed) J. LÓPEZ OLIVÁN,  
Deputy-Registrar.

---

<sup>1</sup> See *Publications of the Court*, Series A., No. 24, p. 20.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, p. 29.